



Tous droits réservés

## DROIT DE LA FAMILLE

### Séance 1 - Le concubinage

I.	Les rapports entre concubins .....	3
A)	Les effets personnels du concubinage .....	3
B)	Les effets patrimoniaux du concubinage .....	4
1)	<i>L'absence d'organisation légale des relations patrimoniales .....</i>	4
2)	<i>L'incidence du concubinage sur les libéralités consenties entre concubins..</i>	6
3)	<i>La liberté contractuelle entre concubins .....</i>	7
4)	<i>L'ouverture de la PMA aux concubins par les lois « Bioéthique » .....</i>	7
II.	Les rapports entre les concubins et les tiers .....	7
A)	Le rapprochement progressif entre concubins et époux .....	7
1)	<i>L'administration fiscale et les concubins.....</i>	7
2)	<i>Les organismes sociaux et les concubins.....</i>	8
3)	<i>Les relations entre les concubins et leurs bailleurs.....</i>	8
4)	<i>Le concubin victime par ricochet.....</i>	8
B)	Une assimilation favorable pour les uns, défavorable pour les autres.....	8



**Définition :** Le concubinage est une union de fait entre deux personnes de même sexe ou de sexes différents. C'est une relation libre et hors union/PACS.

Le concubinage a d'abord été défini par la jurisprudence afin de refuser d'accorder une telle qualification aux couples homosexuels. Elle s'est notamment prononcée en ce sens dans l'arrêt Secher (**Cass. Soc., 11 juillet 1989, n° 85-46.008**). Dans cette affaire, un steward de la compagnie Air France souhaitait faire bénéficier son concubin des « *facilités de transport sur les lignes de la compagnie accordées aux agents et aux membres de leur famille* ». La cour d'appel comme la Cour de cassation estiment cependant que la notion de « *conjoint en union libre* » s'entend de « *deux personnes ayant décidé de vivre comme des époux, sans pour autant s'unir par le mariage, ce qui ne peut concerner qu'un couple constitué d'un homme et d'une femme* ».

Cette solution, reprise par la CJCE en 1998, a fait foi jusqu'à la **loi n°99-944 du 15 novembre 1999** créant le PACS. Depuis une loi de 2007 l'**article 515-8 du Code civil** définit le concubinage comme une « *union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe qui vivent en couple* ».

La communauté de vie s'entend d'une communauté de lit – *a minima* – et d'une communauté de toit. Cependant les concubins pourront avoir une résidence séparée en raison de leurs activités professionnelles. *A contrario*, l'allégation de simples relations sexuelles ne saura à elle seule témoigner d'un concubinage.

Enfin, la communauté de vie doit être stable et continue ce qui signifie qu'elle doit être d'une durée suffisante et permanente.

S'agissant d'un fait juridique, la preuve du concubinage pourra être rapportée par tout moyen par le prétendu concubin qui s'en prévaut (**art. 1358 C. civ.**)



**Exemple :** RIB, quittance de loyer, témoignage etc.

Bien que défini dans le Code civil, le concubinage ne reste qu'une situation de fait produisant des effets limités qu'il conviendra tout de même d'étudier.

## I. Les rapports entre concubins

Bien que la jurisprudence ait initialement utilisé la définition du mariage pour créer celle du concubinage, la situation des concubins n'en est pas moins différente de celle des époux.

### A) Les effets personnels du concubinage

Le concubinage, quant aux effets personnels qu'il emporte, se définit négativement par rapport au mariage :

- Le concubinage ne crée aucun lien de droit : comme indiqué supra, le concubinage est une relation de fait, les concubins sont donc hors du droit et la rupture peut être une décision unilatérale et ne nécessite aucune procédure particulière.



**Attention :** Exceptionnellement, les juges du fond pourront rechercher la faute du concubin à l'origine de la rupture en prenant en compte un faisceau d'indices entourant la rupture (promesse mensongère de mariage, abus d'autorité, etc.). Ce sera un régime de responsabilité délictuelle de droit commun qui s'appliquera. Il sera donc nécessaire pour cela de prouver un préjudice, une faute et un lien de causalité entre le préjudice et la faute.

- Le concubinage n'a pas de conséquences sur l'état des personnes : les concubins demeurent célibataires, chacun conserve son nom et ne peut utiliser celui de l'autre à titre d'usage.

- Le concubinage ne fait pas présumer la paternité : le concubin ne sera pas présumé être le père biologique de l'enfant né, contrairement au conjoint. Le lien de filiation devra donc être établi par un acte positif (v. Séance 9).
- Le concubinage ne fait naître aucun droit ou devoir : contrairement au mariage, les concubins ne sont tenus ni au devoir de **fidélité**, ni au devoir d'**assistance**, ni encore au devoir de **secours**. Dans le même sens, ils ne bénéficieront pas des droits accordés au conjoint survivant en cas de prédécès et il n'y aura pas de contribution aux charges du ménage (v. en ce sens **Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 11 janvier 1984, n° 82-16.198**).



**À retenir :** Il y a quelques tempéraments à cette absence de devoirs issus du concubinage. Notamment la **loi du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** impose un devoir de « respect » aux concubins. De même, une **loi du 9 juillet 2010** a créé l'**article 515-9 du Code civil** qui prévoit que « le juge aux affaires familiales peut délivrer en urgence [à cette dernière] une ordonnance de protection » lorsque des violences sont exercées au sein du couple.

## B) Les effets patrimoniaux du concubinage

### 1) L'absence d'organisation légale des relations patrimoniales

Il n'existe aucun régime matrimonial entre les concubins, si un litige s'élève en cours de vie du concubinage ou lors de la rupture, il sera réglé par le droit commun. Chacun des concubins a un patrimoine qui lui est propre et aucune communauté n'est créée. Enfin, les concubins n'ont pas vocation à hériter l'un de l'autre.

La pratique a développé un « contrat de concubinage » qui peut prévoir les effets d'une rupture. En réalité c'est une méthode peu connue et rarement utilisée. Ainsi, généralement chaque concubin supporte les dépenses de la vie courante qu'il a exposées.



**Exemple :** **Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 mai 2001, n°98-22.836** : l'article 220 du **Code civil** prévoyant « une solidarité de plein droit des époux en matière de dettes contractées pour l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants » n'a pas vocation à produire d'effets en matière de concubinage.

En matière immobilière, lors de l'achat d'un bien, il sera possible pour les concubins de stipuler une clause de tontine qui permettra au dernier survivant de devenir le propriétaire du bien en question quand bien même il n'est pas héritier. Le « concubin survivant » sera réputé propriétaire au jour d'achat du bien (donc rétroactivement) sans qu'aucune indemnisation ne soit versée aux héritiers.



**Attention :** En cas de contentieux, s'il n'est pas possible de prouver à qui appartient un bien donné, les règles de l'indivision s'appliqueront (**art. 815 s. C. civ.**).

Les juges ont également utilisé le régime de la société créée de fait (**art. 1873 et suivants du Code civil**). Cela peut paraître étonnant, mais permet en réalité de partager entre les ex-concubins les profits tirés de leur entreprise commune. Pour cela il faudra rapporter les preuves suivantes :

- La preuve d'apports de chacun des concubins : ils ont tous les deux achetés des biens) ;
- La preuve d'une participation aux résultats : ils ont tous les deux tiré un avantage de ces biens
- La preuve d'une intention de s'associer.

Si une société de fait ne peut être identifiée, un autre mécanisme est utilisable, celui de l'enrichissement injustifié (anciennement l'enrichissement sans cause) si l'enrichissement d'un concubin a été permis par l'appauvrissement simultané de l'autre.



**Exemple :** Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 15 octobre 1996, n° 94-20.472 : la collaboration sans rétribution d'un concubin à l'exploitation du fonds de commerce de l'autre constitue un appauvrissement du premier corrélatif à l'enrichissement du second, ce qui ouvre un droit à indemnisation sur le fondement de l'enrichissement injustifié (**ancien art. 1371 C. civ.**).

Enfin, les concubins peuvent créer une société entre eux pour anticiper la question de la rupture ou du décès de l'un d'eux, on peut notamment penser à une société civile immobilière (SCI) en présence de biens immobiliers.

## 2) *L'incidence du concubinage sur les libéralités consenties entre concubins*

Les concubins, bien que n'ayant ni régime matrimonial ni vocation successorale, peuvent comme tout un chacun se consentir des libéralités (**art. 893 C. civ.**) à savoir des donations (dépouillement actuel et irrévocable du donateur) ou des legs (dépouillement futur et révocable qui aura des effets à la mort du testateur).

Une libéralité pourra cependant être annulée si elle n'a été consentie que dans l'objectif de maintenir les relations de concubinage. En effet, pour qu'une libéralité soit valable, il faut qu'elle ait une cause licite, morale et qu'elle ne contrevienne pas aux bonnes mœurs (la notion de cause a disparu en droit, mais pas tout à fait en matière de successions). Or, une libéralité consentie pour « contraindre » le concubin à maintenir la relation, ou celle faite à un(e) amant(e) pourra être considérée comme immorale ou contraire aux bonnes mœurs.



**Attention :** Depuis un **arrêt Galopin** rendu en **assemblée plénière** le **29 octobre 2004 (n°03-11.238)**, la Cour de cassation considère que la libéralité faite par un époux à son amant(e) n'a pas une cause illicite, immorale ou contraire aux bonnes mœurs.

### 3) La liberté contractuelle entre concubins

Tout contrat à titre onéreux conclu entre concubins est valable dès lors que les conditions de droit commun sont remplies, ainsi les concubins sont libres de contracter entre eux.

### 4) L'ouverture de la PMA aux concubins par les lois bioéthiques

L'**article L. 152-2 du Code de la santé publique** (création de la **loi bioéthique du 29 juillet 1994**) a ouvert le droit à « l'assistance médicale à la procréation » tant aux concubins justifiant de deux ans de vie commune qu'aux partenaires de PACS ou aux époux.

## II. Les rapports entre les concubins et les tiers

### A) Le rapprochement progressif entre concubins et époux

#### 1) L'administration fiscale et les concubins

En principe l'administration fiscale ne tient pas compte du concubinage, notamment, les concubins sont soumis aux taux de 60% en cas de donations et legs, comme s'ils étaient de parfaits étrangers.

Cependant les concubins peuvent à titre individuel bénéficier du quotient familial, mais l'autre concubin ne sera pas pris en compte dans le calcul de celui-ci.



**Attention :** De plus, l'administration fiscale prendra en compte le concubinage à l'occasion de l'imposition à l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI), en effet, si l'addition des patrimoines respectifs des concubins est supérieure à 1,3 millions d'euros, ils devront faire une déclaration commune.

## 2) Les organismes sociaux et les concubins

La **loi du 2 janvier 1978** généralisant la Sécurité sociale a posé le principe selon lequel un concubin à la charge totale et permanente de l'autre pourra comme lui bénéficier des prestations d'assurance maladie, maternité et vieillesse.

## 3) Les relations entre les concubins et leurs bailleurs

Le concubinage ne créant aucune relation de droit, les concubins sont considérés séparément l'un de l'autre.

Ainsi le bail signé par l'un n'engagera pas l'autre s'il n'est pas lui-même signataire.

## 4) Le concubin victime par ricochet

**C. cass., ch. Mixte., Dangereux, 27 février 1970** : La concubine (ou le concubin suivant les cas) a le droit d'obtenir réparation à la suite du préjudice qu'elle a subi par ricochet du fait de l'accident mortel causé à son/sa concubin(e).

## B) Une assimilation favorable pour les uns, défavorable pour les autres

Les concubins peuvent être tenus solidairement des dettes contractées par l'un d'eux pour l'entretien du ménage s'ils ont donné l'apparence d'un couple marié par leur attitude, par exemple en se faisant appeler par le même nom.

L'**article 283 du Code civil** prévoit que « *La pension alimentaire cesse de plein droit d'être due si le conjoint qui en est créancier [...] vit en état de concubinage notoire.* » Il en sera de même pour une pension de réversion ou encore une pension alimentaire.

Ainsi le rapprochement entre les situations des concubins et celle des époux n'est pas toujours bénéfique, cela dépend alors de quel côté est-ce que l'on se place.